



# Encore un effort . . . Macron ne passera pas l'hiver

Participation

La participation  
est librement  
fixée par le  
lecteur. Le prix  
de revient de ce  
numéro est de  
1,00 €

GILETS

pages 2-3-4

FORÊT

page 5

PRÉFET

page 9



# J'en suis !

« Tu t'attendais à quoi ? »

Au retour d'une énième manif de Gilets Jaunes, la question m'a surpris... et même un peu dérangé.

Il faut dire qu'après la manif du 15 décembre à Nancy, il y avait de quoi douter.

Parmi les mille Gilets Jaunes qui avaient envahi le centre-ville, il y avait en effet de tout. Passons rapidement sur les drapeaux tricolores qui pouvaient ressembler à des restants de Coupe du monde de foot. Mais il a fallu aussi se taper *La Marseillaise*. Pas tant que ça, mais évidemment, à chaque fois, ça fait mal. Le fait est que voulant exprimer une colère insurrectionnelle, la plupart des manifestant·e·s n'ont à leur disposition que ce chant autrefois révolutionnaire, devenu un exécrationnel hymne nationaliste. Les « *Macron enculé !* » et autres slogans homophobes et sexistes en ont encore ajouté.

Oui ! Ça fait beaucoup pour nous autres internationalistes, antisexistes, antifascistes et bien propres sur nous.

Oui ! On en a bavé, quand on a vu des ex du GUD essayer de s'intégrer au cortège et aussi quand on a entendu des soralien·nes et autres adeptes de Dieudonné entonner leurs chansons antisémites sous couvert de « quenelles ».

C'était pas facile, mais on y était.

On ? Quelques-un·es de Solidaires, avec ou sans chasuble, des camarades de SUD Éduc, de La Crise et d'autres encore. On a fait ce qu'on a pu. On a scandé des slogans à nous, parfois repris par d'autres. On a parlé... et pas qu'entre nous. On a partagé nos désirs de révolution, on a semé le doute, fait remarquer à certain·es qu'on pouvait exprimer une révolte en fustigeant les riches et les puissant·es sans être sexistes ou homophobes. On a beaucoup échangé. On est parfois resté·es les bras pantelants et la mine défaite devant des abruti·es, lourdingues, racistes, bêtes à manger du foin.

Mais la colère qu'on a vue dans cette manif, on la connaît : c'est notre colère. C'est celle que nous crions depuis des années, parfois des décennies. Cette colère qui nous a poussé·es à militer, lire et étudier. Cette rage qui nous a poussé·es à réfléchir sur nous-mêmes et sur nos rapports aux autres. Cette colère qu'il nous a fallu parfois dompter, canaliser sans jamais la tiédir ou la tarir. Et il en a fallu du temps à la plupart d'entre nous ! Il en a fallu des avancées, des reculs, des doutes mais aussi des rencontres pour être là où nous en sommes, penser notre présent et notre avenir en même temps que celui de l'Humanité et de la planète, de manière collective. Bien sûr, pour ceux

et celles qui sont sorties de la cuisse de Bakounine ou qui sont nées avec un marteau et une faucille en argent dans la bouche, ce genre de questionnement est une perte de temps. Pour celles et ceux qui confondent militer et entrer dans les ordres – et leur reconstruction avec l'horizon du genre humain –, tout ça sent le fagot.

Tant pis !

Ces gens qui manifestaient samedi 15 décembre, à Nancy, j'en suis !

J'en suis ! Mais pas comme commentateur ou missionnaire, non j'en suis comme anticapitaliste, antifasciste, comme écologiste et antisexiste.

Quand la moitié de la manif s'est mise à genoux les mains derrière la tête en scandant « Mantes-La Jolie, on n'oublie pas ! », je n'étais pas tout seul à me dire que ça n'est pas perdu et à comprendre qu'on avait des choses à dire, à proposer et beaucoup à apprendre.

« Je m'attendais à quoi ? »

À rien ! J'avance... et parfois ça n'est pas confortable.

Victor K

R



Frans Masereel, 1918.



# À boire et à manger (dans le jaune)

On peut dire que ça secoue ! Du côté des organisations militantes, les Gilets Jaunes nous ont tou·tes surpris·es. Pas seulement parce que les un·es et les autres étaient occupé·es par les élections professionnelles (quoique...), mais surtout parce que son point de départ sur la taxe pétrole, la convergence avec des artisans et des petits patrons, le ralliement de Wauquiez et Le Pen, le discours antisyndical... tout ça ressemblait quand même furieusement à une mobilisation de droite.

OK, on a eu tort. Après quelques jours ou semaines, les un·es et les autres, nous avons réalisé qu'en fait c'était aussi un vrai soulèvement populaire, de celles (nombreuses) et de ceux qui vivent dans des zones rurales et périurbaines, qu'on n'a pas l'habitude de croiser dans nos manif ou nos organisations parce que trop atomisé·es et trop précarisé·es. Les bureaucraties syndicales nationales sont quant à elles restées sur la même ligne : elles n'en ont rien à faire, ces gens-là ne font pas partie de leur clientèle, elles ont continué à crier avec les bourgeois que ce n'était qu'un mouvement de fachos pollueurs et qu'il n'y avait rien à faire là-dedans. Mais à la base, une partie d'entre nous s'est quand même dit qu'il se passait un truc exceptionnel et qu'il ne fallait pas passer à côté. Et progressivement, des chasubles syndicales ont rejoint les cortèges et piquets de Gilets Jaunes. Et puis l'inverse aussi. Et avec les lycéen·nes et les étudiant·es, la convergence avec le comité Adama ou les manifestations pour le climat, on sent qu'un esprit de révolte se propage un peu partout.

Alors nous n'allons pas boudier notre plaisir. Le climat insurrectionnel dans les quartiers bourgeois de Paris et les Porsche qui brûlent, ça nous change des échauffourées dans les quartiers populaires. Certes, il y a *La Marseillaise* et le drapeau tricolore comme signes de ralliement, ce n'est vraiment pas notre truc, sans compter des propos anti-immigrés minoritaires mais récurrents. Mais le soulèvement des Gilets Jaunes a remis au centre du jeu la question sociale et celle de la répartition des richesses, la question des salaires et de l'impôt, des retraites, de l'ISF et de la CSG. Par sa

profondeur et sa désorganisation entretenue, ce soulèvement a réussi à faire beaucoup mieux que nous : il a obligé Macron à baisser d'un ton. Le gouvernement a bien tenté de juguler la marée à force de répression policière, à un niveau rarement atteint en nombre d'interpellé·es et de blessé·es, mais cela n'a pas suffi. À un moment il lui a fallu reculer, au moins symboliquement.

Évidemment, la réponse financière du gouvernement consiste avant tout à ne rien prendre aux riches, donc en une redistribution (minimaliste) entre les autres. Les (grandes) entreprises et les hauts revenus ne paieront rien des 10 milliards que coûtent les mesures annoncées. Si on augmente un peu les revenus des plus mal payés, c'est en prenant dans les caisses de l'État ou dans celles des cotisations sociales. C'est donc la collectivité des salarié·es, des chômeur·ses et des retraité·es qui va se répartir un peu autrement les moyens... et les plus gros continueront de s'empiffrer de milliards d'argent public. On n'en attendait pas moins, ni plus, du président des riches.

Les Gilets Jaunes se contenteront-ils de ces mesures qui épargnent les nantis ? Rien n'est moins sûr. Mais certain·es, à l'intérieur de la mobilisation, tentent de détourner la colère des revendications sociales. Même si les sympathies semblent aller largement plus à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite parmi les personnes mobilisées<sup>1</sup>, même si les revendications nationalistes et anti-immigrés sont très en retrait, le côté « tous ensemble » maintenu en écartant les opinions politiques des un·es et des autres n'aide pas à y voir clair. Des complotistes, des confusionnistes et même d'anciens généraux catholiques aux velléités putschistes tentent de surfer sur la vague jaune, s'en prenant tant qu'ils peuvent aux politiciens sur le devant de la scène... pour épargner d'autant les possédants.

Il y a notamment une revendication qui a pris de l'ampleur au fil des semaines, au point de devenir centrale depuis la mi-décembre, et qui mérite qu'on s'y attarde : le RIC<sup>2</sup>. Initialement développé par le confusionniste Étienne Chouard<sup>3</sup>, repris par de nombreux partis d'extrême droite (RN,

DLF, UPR), de droite ou de gauche (LFI), le référendum d'initiative citoyenne semble tout à fait assimilable par les institutions et les partis en place. Que les électeurs se rassemblent pour imposer un référendum permettant l'instauration ou l'abrogation d'une loi, voire la révocation d'un·e élu·e, ce n'est pas encore le grand renversement. Nombre de référendums peuvent être détournés par l'extrême droite, d'autres ignorés par les gouvernants (comme celui sur le TCE en 2005)<sup>4</sup>. Le RIC semble bien être un gadget sur lequel tous les partisans du retour à l'ordre vont se précipiter, en espérant une réconciliation des Gilets Jaunes avec leur monde.

Les aspirations sociales et démocratiques qui se sont exprimées sur les ronds-points seront difficilement assouvies par des référendums, fussent-ils à répétition, tant que les grands patrons, les institutions et les politiciens à leur service resteront en place. Exercer le pouvoir, ce n'est pas être un électeur isolé dans un système reposant sur des inégalités de classes. C'est opposer notre organisation collective aux institutions des gouvernants. C'est dans les assemblées que l'on peut échanger des arguments, écarter des positions discriminatoires, converger sur des mesures qui conviendraient au plus grand nombre. Si le pays se couvrait d'assemblées populaires, comme y ont appelé les Gilets Jaunes de Commercy, alors on assisterait à un vrai renouveau démocratique. Et on pourrait envisager sérieusement que les vrais riches, les grands patrons, soient enfin mis au pas.

Léo P. **R**

## Notes

1. Cf. l'étude relatée par *Le Monde* du 12 décembre : « "Gilets Jaunes" : une enquête pionnière sur "la révolte des revenus modestes" ».
2. Cf. « Le piège du "référendum d'initiative citoyenne" », sur le site de La Rotative.
3. Chouard s'est fait une spécialité dans l'échange d'amabilités avec le revendiqué national-socialiste Alain Soral, chef d'Égalité et Réconciliation.
4. Cf. « Non à la RICupération! », sur le site 19h17.info.



# Gilles est noir !

Dans la nuit, quelques centimètres de neige ont recouvert d'un manteau blanc le village endormi. Devant la boulangerie, ce dimanche matin, Léon, un ancien de France Telecom à la retraite, sort du magasin, la baguette sous le bras et le journal régional à la main. Il rencontre Gilles, son jeune ami maçon, qui vient acheter quelques croissants pour ses nouveaux copains du rond-point. Migrant régularisé, Gilles est noir, Gilles est gilet jaune.

Léon aime monologuer avec Gilles, qui ne s'autorise à l'interrompre que rarement. Brandissant le journal, Léon de sa voix forte lit le titre à la une : « *Ce samedi, plus de 800 gilets jaunes défilent à Nancy.* »

— Crénom d'un chien ! Tu te rends compte, Gilles, ça fait plus d'un mois que vous vous gelez le cul autour d'un feu de palettes. Plus d'un mois que des gilets jaunes sont exposés sur les tableaux de bord de milliers de voitures. Plus d'un mois que vous occupez les unes de la presse nationale et internationale. Plus d'un mois... et huit morts, des milliers de blessés et encore plus d'arrestations. Tout ça pour quelques euros et l'ouverture d'un grand débat public. On sait ce que cela veut dire. C'est ce que Mitterrand a lancé pour réformer les télécoms, en nous promettant craché juré que cette réforme serait un « *rempart* » contre la privatisation. Tu vois où on en est ? Plus tard, en décembre 95, le pays était paralysé. Aucun train ne circulait, des feux de palettes faisaient fondre les trottoirs devant les boîtes, les AG et les manifs se succédaient tous les jours et même, une fois, sous la neige – la manif à Nancy a été plus importante que la plus grosse de mai 68. Finalement, à quelques jours de Noël et avec la complicité de Nicole Notat, Juppé met fin à la révolte par un sommet social de pure forme.

— Monsieur Léon, sauf votre respect, vous me racontez votre guerre. Nous, on y va *crescendo*. On est parti du diesel et on en est à réformer la constitution. Le règne de Macron ne tient qu'à un fil.

— C'est vrai que je ne m'attendais pas à ça ! Ce merdeux n'a que ce qu'il mérite ! Ce gommeux nous a pris pour des cons avec sa transition écolo. Les Français auraient dû se méfier. Un mec seul ou presque qui lance un mouvement politique à partir de ses initiales, j'avais jamais vu ça. Tu le sais mieux que moi, en maçonnerie on ne construit pas un édifice sans de solides fondations. Ce

mégalo nous a pris pour des ignorants. Cet instruit n'a pas lu cet écrivain dont j'ai oublié le nom qui dit : « *Le contraire de la connaissance ce n'est pas l'ignorance, c'est la certitude !* » Une chose est certaine : son *credo* « *en même temps de droite et de gauche* » est à la ramasse. À ce sujet, ne commettez pas la même erreur avec votre « ni ni » – « ni syndicat, ni parti politique ». Soit vous deviendrez un, soit vous disparaîtrez, soit, et c'est à craindre, vous ferez le jeu des nationalistes, qui tiennent souvent les mêmes propos. Merde alors, t'en connais beaucoup des travailleurs pauvres qui votent à droite et des riches qui votent à gauche ?

— Vous n'avez pas tout à fait tort, Monsieur Léon. C'est vrai, au rond-point, j'ai entendu des propos contre l'immigration, l'homosexualité, les musulmans ou les juifs.

— Vous avez ouvert une petite fenêtre vers plus de justice. C'est bien, mais que tes nouveaux copains ne se trompent pas d'ennemis. Sais-tu qu'à la même heure où vous défiliez à 800 dans les rues de Nancy, ils étaient 5 000 à Bruxelles à vomir sur l'immigration.

— Avec des gilets jaunes ?

— Certains oui, malheureusement ! L'heure tourne, je vais y aller. Je suis un vieux de mes luttes passées et tu es un jeune de tes luttes à venir. Avant de partir, je voudrais encore te dire que le système capitaliste est bien la cause principale de nos maux. C'est un système qui repose sur la

loi du plus fort. C'est une évidence, mais parlerait-on d'ISF s'il n'y avait pas de fortunes ? C'est un système qui écrase les faibles, mais parlerait-on de SMIC si la loi n'autorisait pas le salaire d'un PDG à plus de 400 ou 500 fois celui du plus bas salaire de l'entreprise ? Enfin, c'est un système énergivore et consumériste qui détruit notre planète. À la transition écolo je réponds par la transition anti-capitalo !

— Vous êtes un peu utopiste, Monsieur Léon. Non ?

— George Bernard Shaw, un essayiste irlandais, disait à peu près ceci : « *L'homme raisonnable s'adapte au monde ; l'homme déraisonnable s'obstine à essayer d'adapter le monde à lui-même. Tout progrès dépend donc de l'homme déraisonnable.* » Tiens, la neige se remet à tomber, j'y vais. À la revoyotte mon Gilou !

Léon De Ryel





# HAMBACH

## UNE ZÀD DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA FRONTIÈRE

(tant qu'on n'aura pas fini d'abattre les frontières)

### L'(H)ÊTRE

Tes feuilles palpitent dans le vent,  
Les rides te parcourant  
Forment des dessins où mon regard se perd...  
C'est toi ? Qu'on veut arracher à la terre ?

Pourtant, tes doux pieds de mousse  
Font corps avec force avec ta mère,  
La Terre...  
Ta forêt l'a-t-elle vu naître ?  
12 000 ans, c'est bien assez pour la connaître.

J'approche ma main, te touche,  
C'est un peu rêche.  
L'envie de recommencer, je me sens proche de toi.  
Je peux lire toute ton histoire, comme une tapisserie de la vie.  
En moi, peut-être lis-tu aussi...  
J'imagine doucement la sève monter en toi.  
Elle fait se lever tes branches fières  
Rejoignant le ciel  
Bleu, ou pailleté d'étoiles.  
Gris, rose...

Je ramasse une de tes faines.  
Merci.

Maintenant, la nuit est tombée. Avec Luis et Jan<sup>1</sup>, nous rentrons du Wiesencamp après son concert punk. Le chemin est long jusqu'à nos tentes et hamacs... Les arbres sombres se détachent sur le ciel plus clair, la forêt semble immense. Pas à pas, nous la quittons puis marchons sur le grand sentier de RWE ; il n'a pas à jalouser une autoroute. La nature vit encore de chaque côté de cette route. Il fait froid. À gauche, des lampes. Tous les cinq à dix mètres, des faisceaux de lumière rouges et blancs s'agitent. Ils nous cherchent. Ils cherchent les cabanes dans les arbres. Cela serait un beau spectacle si ce n'était pas les gens de RWE. Cela serait un beau spectacle si un grand frisson de peur et de dégoût ne me parcourait pas.

Normalement, pour l'instant, ils n'ont que le droit de ne rien faire...

### L'ALLEMAGNE, UN PAYS SI ÉCOLO ?

#### Il était une fois...

Il était une fois et il sera pour encore longtemps, la zàd d'Hambach, née en Allemagne entre Aix-la-Chapelle et Cologne. Depuis 2012, dans une douce forêt, avec ses arbres magnifiques, ses chauves-souris et autres êtres pleins de vie, vivent en colocation ses défenseurs. L'extraction du charbon, ce lobby teuton,

sévit dans la région depuis 1978. Elle a amené à raser nombre d'hectares de forêt et détruit onze villages, d'autres sont prêts à y passer. Tout près de la *Besetzung* (zone d'occupation), trois villages, Mannheim, Morschenich et Kerpen, sont ainsi destinés à disparaître. Ils sont déjà villages-fantômes : rachetés, expropriés, voués à la destruction.

Un matin, en visitant Mannheim, je vis au bout d'une rue une femme d'une quarantaine d'années accompagnée de son appareil photo. Je m'approchai et en allemand (puis en allem-anglais), lui ai demandé comment elle allait, ce qu'elle faisait... Elle me répondit qu'elle prenait un dernier souvenir de la maison de ses parents avant qu'elle ne soit détruite. C'était la maison où elle était née et avait grandi... Je continuai mon chemin et vis ces murs et des toits froids, sans vie, autrement. Ils me parurent moins froids. J'essayai d'imaginer les histoires, les émotions des familles qui avaient pu vivre là... Une semaine plus tard, il y avait une soirée documentaire dans le camp où je dormais (l'Hambi Camp). Elle fit écho en moi à cette rencontre. On y voyait une femme qui a fait de chez elle un musée de cartes postales, clichés, objets trouvés dans les maisons avant leur destruction. Elle veut garder une trace de la vie qui avait été et qui a aujourd'hui été rayée de la carte. Il y avait aussi une autre question : quel est le choc de ce changement pour les personnes âgées ? Celles-ci qui doivent quitter le bassin de leur vie, de leur passé...

### RWE, dans la lignée de Philip K. Dick

Tout cela est organisé par la giga-entreprise de l'énergie, RWE, classée en 2014 à la première place des pollueurs européens à cause de ces émissions de CO<sub>2</sub><sup>2</sup>. En Rhénanie, elle a déjà détruit 4 380 hectares pour le lignite<sup>3</sup> et a le droit d'en exploiter 4 120 autres<sup>4</sup>. Il reste à ce jour entre 400 et 200 hectares de forêt à Hambach.

Ce qui remplace les bois sont des excavatrices tout droit sorties de la SF et une mine à " ouvert qui s'étend de l'autre côté de la montagne, laissant un paysage désolant... Elles laissent, il faut le dire, magnifiquement visibles les strates de terre de différentes couleurs ! RWE : un vrai artiste contemporain ! Les excavatrices peuvent creuser jusqu'à 500 mètres de profondeur, elles le font tout le jour sans jamais s'arrêter... La nuit aussi... On en a fait l'expérience, dormant quelques nuits en bordure de forêt. Bien loin de vivre la quiétude sylvestre, on n'a pas eu besoin de lampe de poche, mais on aurait eu besoin de bouchons d'oreille... Il n'y a jamais de nuit pour les excavatrices.



## L'ARRIVÉE A LA ZÀD

### La Mahnwache

Un vendredi, j'arrivai, après deux jours d'autostop, un peu perdue, à la nuit tombée, mais à quelques kilomètres du but. Un homme sympathique m'amena « *directement à Hambacher* » et m'offrit un kebab végétarien ! Je découvris un petit lieu, deux grandes tentes, une caravane, quelques petites tentes personnelles et 10, 15 personnes. Je vivais une libération d'être enfin arrivée, d'être entre mes pairs. Et je me dis tout de suite : « *Elle est petite cette zàd ! Bon, ce n'est pas grave... tant qu'il y a des gens, on va pouvoir faire quelque chose...* :) » En fait, une heure plus tard, je compris que ce n'est pas « la zàd », mais seulement un point info au bord de la nationale, appelé la Mahnwache. Il est là surtout à la demande de la police, pour garder avec elle un lien en dehors du « lieu de conflit », m'explique-t-on.

### L'Hambi Camp

Juste avant que j'aie posé ma tente, un Hollandais bourru qui repartait en voiture au camp légal (l'Hambi Camp) me proposa de venir avec lui. D'abord impressionnée par sa voix tonitruante, sa carrure et sa moustache, je le trouvai finalement bienveillant, gentil. Il était arrivé il y a plusieurs mois ici, avec l'envie de changer les lignes. Il coordonne différents camps. Dès l'arrivée à l'Hambi Camp, je vis beaucoup plus de monde, ça faisait du bien. Le Hollandais m'amena à la tente d'accueil, en me disant de venir le retrouver si problème ou envie. L'homme du point info me fit visiter ce grand verger occupé au bord du village-fantôme de Mannheim : grand *brasero* entouré d'une foule mixte discutant et écoutant un concert, vaisselle et table petit-déjeuner DIY, repas de la *team* cuisine encore chauds à prix libre (*delicious* !), tentes géantes pour les sans-tentes, grand espace pour poser ses tentes perso, cantar, vans (qui sont déjà plus d'une centaine)... Après avoir mangé et parlé un peu, le sommeil m'emporte... Le lendemain je découvre encore la *relax area* qui, avec le soleil, se peuple de câlins et une tente noire où brûle toujours un feu. Chaque jour, on peut y venir pour « aide émotionnelle », y parler de ses problèmes personnels comme des traumatismes policiers. À 10 heures : assemblée générale journalière ! Elle était traduite partiellement en anglais. J'essayai de m'accrocher et de comprendre l'organisation, ce qui s'y faisait, mais je me rendis compte de la limite de mon vocabulaire...

### Mannheim lebt ! (Mannheim vit !)

Plus tard, j'intégrai un petit groupe multilingue, puis quelqu'un m'amena à l'arrière de son vélo au squat qui venait d'ouvrir le 9 octobre au village de Mannheim. Six maisons avec marbres et deux étages ou plus ! Un grand jardin et une cour ! Un violon et une guitare, des dessins sur les murs et « Bienvenue » écrit en arabe semblaient une entrée parfaite en matière. C'était vraiment triste de voir tant de si belles maisons vides quand tant dorment dehors, parlant la langue de Goethe ou non...

### Le Wiesencamp, un camp parmi les herbes folles

Le concert punk, cité plus haut, se passait au Wiesencamp. Il repose sur une prairie privée, celle d'un ami, à une heure à pied de l'Hambi Camp. Les habitations sont « en dur » : argile, bois et tous matériaux de récupération.

### Die Waldbesetzung (l'occupation forestière)

Face au Wiesencamp, la forêt, avec sa vingtaine d'arbres-cabanes. On y apprend à grimper à la corde et à y devenir architecte. À côté des cabanes d'Endor, on trouve le sauna qu'on a construit pour l'hiver ! ;) Il est fait d'argile, bois, palettes et plexiglas ! Ce sont des bois magiques ici, on y trouve de tout. Sur le plan gastronomique aussi, c'est très international, alors on peut goûter du miel très pur de Lettonie, un mélange australien à tartiner, de l'eau-de-vie d'Afrique. Un midi, en voulant rejoindre Endor, j'ai croisé une voiture arrêtée devant l'entrée de la forêt. Je vis au loin, le conducteur sortir et ouvrir le coffre. Lorsque je suis passée à côté, il m'a demandé si je voulais prendre quelque chose pour dans les bois. J'ai regardé dans le coffre, ce fut à tomber par terre : trois magnifiques cagettes remplies de pâtisseries !

Lors de mon long passage en octobre novembre, 500 personnes ou plus vivaient dans la zàd (tous camps compris), de passage, à moyen terme ou long terme : elles veulent habiter là « *jusqu'à ce qu'on ait gagné* », voire ensuite...

## DES EXPULSIONS ?

### La guérilla puis un temps de respiration

De septembre à début octobre, il y a eu la grande saison d'expulsions, avec le jour X. Plus de 60 cabanes-maisons furent détruites. Quelqu'un est mort accidentellement. RWE voulait défricher et déforester en vue de l'agrandissement annuel (100 ha autorisés par an). Mais, le 2 octobre, l'évacuation musclée fut arrêtée ! Cela grâce à un recours en justice. Le BUND (branche allemande des Amis de la Terre) a déposé une plainte contre la décision du tribunal administratif de Cologne du 25 octobre 2017. Cela repousse jusqu'à 2020 toute possibilité d'expulsion. Selon le BUND, la forêt d'Hambach correspond clairement aux critères des sites Natura 2000, réseau européen qui assure une protection aux sites naturels « *précieux* ».

Lorsque je suis arrivée, le 12 octobre, si les personnes rencontrées qui avaient vécu l'évacuation digéraient encore le choc, l'ambiance était désormais beaucoup plus détendue, *peace and love*, une transformation totale (et bien positive !), plus de stress, de tensions, de coups, plus besoin de ramper dans les feuilles mortes pour se cacher...

### Le retour aux tensions :

### des frictions plus petites et hebdomadaires

Bien sûr plus tard, ce stress est revenu, bien que moindre. À ce jour, s'ils ne sont plus censés avoir le « droit d'évacuer », la police, les « mercenaires » de RWE (pouvant être très violents) et les Dirks





travaillant pour le préfet sont venus et viennent encore et, ce, pas plus tard que le 12 décembre... De nouvelles lois sur la *Polizei* lui autorisent des largesses. Dans notre squat, par exemple. Grâce à un juge, il était interdit d'en expulser les occupant·e·s en raison du manque de logements dans la région, mais notre squat a subi la nouvelle législation. Deux semaines, trois semaines après l'ouverture du squat, on devait monter des barricades, visser les portes, mettre les canapés, du bois, des pierres derrière les entrées, mettre en lieu sûr le panneau solaire, réunir les affaires sous le grenier... Avec, à l'extérieur, un hélicoptère, des dizaines de policiers, puis des policiers antiémeutes, il était difficile de faire quelque chose et même de ravitailler les ami·e·s... Après une résistance de plusieurs jours, suivie d'arrestations et de libérations, RWE a choisi de raser tout de suite les maisons concernées.

Les trois équipes (police, mercenaires et Dirks) trouvent divers prétextes pour attaquer. Exemples : « *On nous a lancé des pierres depuis le Wiesencamp* », « *les structures au sol dans Hambach présentent un risque incendie* », etc.

RWE est gênée par une espèce protégée – une chauve-souris (le Murin de Bechstein) – et voudrait bien l'expulser aussi. Ses hommes de main ferment les trous des chauves-souris, voire posent des pièges... Cela a donné lieu à plusieurs « actions sauvetage de Fledermäuse ».

## ENDE GELÄNDE OU UNE AUTRE DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Du 25 au 29 octobre, Ende Gelände (EG) s'est réuni à Hambach avec plus de 6 000 participant·e·s, venant depuis Prague en train spécial, de partout d'Europe, par bus, covoiturage. EG est un collectif qui rassemble des associations environnementales, des initiatives locales, des petits groupes d'action directe et des activistes climatiques. Étant actif dans toute l'Europe mais basé en Allemagne, EG organise des actions de masse pacifistes contre le charbon. Ende Gelände vient depuis 2015 à Hambach, avec l'engagement consensuel de ne pas abîmer le matériel de RWE ou autre. Le but est d'utiliser la force du nombre pour bloquer pendant une courte durée les mines, les excavatrices, les accès et les rails qui servent au transport du lignite.

La forme d'action permet de communiquer énormément sur la lutte et le climat, de montrer la désapprobation du peuple envers ce projet des politiques, mais aussi d'apprendre nous-même à nous organiser à plusieurs milliers de personnes pour lutter. Dans une ambiance de festival, on s'entraînait à la rencontre avec la police, on en était presque à faire des formations tortues avec des sacs de paille ! On apprenait des signes et des codes : se regrouper, faire plusieurs petits groupes pour forcer les barrages. On formait aussi son groupe affinitaire et duo, se mettant tous d'accord sur « jusqu'où sommes-nous prêts à aller ? » et parlait de ses émotions, ses inquiétudes, s'il y en avait. Cinq *fingers* (cinq doigts d'une même main) s'organisèrent : l'argenté, le doré, le rose, le rouge et l'orange. Ces grands groupes d'environ 700 à 1 200 personnes ont des stratégies et chemins différents. Tous déclarent suivre un chemin légal pour manifester, puis le quittent au moment





opportun, en courant à travers champs ou en jouant à cache-cache dans la forêt. Pouvoir se déplacer à un aussi grand nombre avec clairvoyance et sans prise de panique était assez fou.

### Ende Gelände et zàd complémentaires ?

Bien qu'ils aient le même but et s'entraident, il y a quelques tensions entre EG et la zàd. Les différences sont nombreuses et se voient jusque dans « l'ambiance festival » du camp d'EG. Ambiance à cause de laquelle, avec des ami·e·s, nous sommes parti·e·s au bout du deuxième jour, pour retourner à l'Hambi Camp. Nous n'étions pas à l'aise. Ce type d'action engendre malgré elle et obligatoirement une organisation non-horizontale. On ne sait rien, les informations sont tenues dans le secret pour éviter que des fuites fassent tomber à l'eau ce qui est prévu. Ici, moins d'autogestion, le retour plus présent de l'argent, de la consommation, pas d'AG, on ne réfléchit pas ensemble à comment faire. Dans le même temps, la quasi-totalité des membres sont nouveaux. C'était relativement nécessaire, mais nous voulions tout de même retourner à l'Hambi Camp : nous n'arrivions pas à savoir s'il était possible de rejoindre l'action, là-bas. Comme il y avait plusieurs *fingers*, la seconde question était : où allait le *finger* argenté, dans lequel d'autres membres de notre groupe qui restaient à l'EG Camp allaient être.

Dans le passé, il y a eu des tensions car EG, qui soutient quelques personnes arrêtées, voire en procès, dans le cadre de ces quatre jours d'action, ne le fait ni pour les gens qui se sont écartés des *fingers* principaux, ni pour ceux qui ont dégradé des infrastructures. Dans la zàd – qui est composée d'une multitude de personnes différentes, je tiens à le dire –, de nombreuses personnes ont ressenti un abandon, premièrement, des personnes qui s'étaient écartées du grand groupe, deuxièmement, des activistes ayant

abîmé le matériel, ce qui est efficace pour faire plier les entreprises et lobbys. Dans la zàd, beaucoup les soutiennent. En général, les gens que j'ai rencontrés dans la zàd étaient plus « engagés » que ceux de EG. Toutefois, ces deux stratégies sont différentes mais elles peuvent être complémentaires : l'une est plus sur le long terme et constamment présente pour défendre, s'organiser et construire, l'autre est plus court-termiste, exclusivement non-violente, bien que du type « action coup de poing », plus médiatique et sporadique. En tout cas, avec plus de points communs que de différences, les deux veulent voir la fin de l'ère du charbon et de son monde !

## HAMBI BLEIBT ! ¡A LAS BARRICADAS !

### Der Bagger von Rheinbraun

Kennst du das Land, wo die Mohnblumen blühen  
am Kornfeldrand und im Wiesengrün ?  
Kennst du das Land, wo die Wälder rauschen  
der Sonne entgegen und dem Regen lauschen ?  
Kennst du das Land, wo die Dörfer erzählen  
vom jahrhundertealten Menschenleben ?  
Und den Giganten aus Eisen und Stahl,  
der alles Leben zermalmt und zermahlt ?

Extrait de la chanson *Der Bagger von Rheinbraun* (*L'excavatrice de la Rhénanie brune*) de Klaus der Geiger.

Feu naïtre



<sup>1</sup> Les prénoms ont été modifiés.

<sup>2</sup> Étude du cabinet Carbon Market Data.

<sup>3</sup> Un type de charbon composé à 50 à 60 % de carbone (assez pauvre).

<sup>4</sup> Fin 2017, site du Portfolio de RWE.



# Préfets ... paraît qui en a des bien !

Le préfet de Meurthe-et-Moselle, Éric Freysselinard, s'est quelque peu singularisé ces dernières semaines. Comme ses homologues, il tente de faire face à la contestation tous azimuts entre Gilets Jaunes, lycéen·nes, étudiant·es, salarié·es... en envoyant ses pandores crapahuter derrière les manifs. À la date où nous écrivons (mi-décembre), les flics se sont comportés comme traditionnellement à Nancy, c'est-à-dire de manière plutôt tempérée, se contentant d'arborer leurs armures et leurs flash-balls sans en faire usage, loin des violences policières observées ailleurs. On ne va pas s'en plaindre, même si on se doute bien que cela n'est que la contrepartie de notre propre modération... et qu'il ne faut absolument pas croire que cela va durer.

Le préfet, nommé par Macron en décembre 2017 en Meurthe-et-Moselle, est un ancien jeune giscardien et aussi, en passant, un ancien directeur de cabinet et conseiller de Sarkozy, quand celui-ci était ministre de l'Intérieur. Est-ce cela qui lui donne envie d'en découdre ? Il lui est venu une idée étonnante quand il a décrété l'interdiction de la manifestation pour le climat du samedi 8 décembre, alors même qu'elle était autorisée dans de nombreuses villes. Le prétexte ? Un risque de conflit avec les Gilets Jaunes, du fait d'un désaccord sur la taxe pétrolière. Le préfet fait semblant ou alors il a au moins un train de retard : cela faisait au moins deux semaines que ladite taxe s'était retrouvée noyée dans un ensemble de revendications sociales, sur le salaire minimum, les retraites, la justice fiscale... et que les Gilets Jaunes s'étaient exprimés en faveur d'une convergence avec d'autres luttes.

Alors, bien entendu, la manif a quand même eu lieu, des dizaines de personnes se sont déclarées organisatrices, la manif a tenté de converger avec les Gilets Jaunes, et réciproquement, place Stanislas, malgré un cordon de CRS bloquant le passage... et puis le préfet a fait arrêter et placer en garde à vue pour la nuit deux de ces organisateurs, Florent Compain et Denys Crolotte, militants connus pour leur engagement écolo et non-violent. Quelle mouche a piqué le préfet ? Est-ce qu'il ne supporte aucune résistance ?

Évidemment, on est tenté de rapprocher cela de l'attitude de la police vis-à-vis des étudiant·es à Nancy. Quand en mai 2018, le président de l'université lui avait

demandé d'intervenir, les flics s'étaient lâchés en matraquant et en traînant au sol des jeunes résistant passivement à leur intervention... comme s'ils attendaient cela depuis des semaines. Et depuis, c'est à se demander s'ils ne se croient pas en terrain conquis. Poursuivant une manifestation lycéenne, mardi 11 décembre, une vingtaine de flics sont entrés dans la fac de lettres, sans l'autorisation de quiconque, cela malgré les protestations de syndicalistes leur rappelant qu'ils ne sont pas censés intervenir sans demande du président de l'université.

Le préfet serait-il en train de tenter une prise en main des libertés, à l'occasion des mouvements sociaux en cours ?



Aux lycéen·nes qui tentent de se mobiliser en se rassemblant de bon matin devant des établissements, il répond par des passages puis des exfiltrations au compte-gouttes, sous le motif d'interdiction de manifester. Manifester est un droit, expose-t-il régulièrement dans ses communiqués, mais en pratique il répond par l'interdiction et la pression pour dissuader l'expression des revendications.

Samedi 15 décembre, il fallait assurer l'accès aux principales zones commerciales de l'agglomération et le préfet s'est empressé d'y interdire les rassemblements de Gilets Jaunes. Le préfet pratique l'intimidation, chaque action se transformant en interpellations et gardes à vue (étudiant·es, Gilets Jaunes, lycéen·nes), les nasses se multiplient (manif Macron, manif organisée par les cheminots le jour de la venue de Philippe, Gilets Jaunes le 8 décembre), les déblocages sur l'A31 se font à coup de lacrymos, les lois antiterroristes sont appliquées aux étudiant·es (nuits de garde à vue, extractions de code PIN et prises d'ADN) et les municipalités qui soutiennent les prisonniers politiques palestiniens sont convoquées devant les tribunaux. Jusqu'aux catholiques du secteur qui subiraient sa pression, parce que, à ses yeux, trop d'entre eux seraient accueillant·es avec les migrant·es. Tout ça, c'est de la résistance à la politique du gouvernement et il faut que cela cesse. Le préfet, représentant de l'État, préfère laisser les gens à la rue. Manifestement, il aimerait que tout le monde soit en marche... mais au pas. Heureusement, il n'a pas gagné.

**R**



# What's up Doc Big Brother?

*« À toute exhibition,  
Ma nature est rétive,  
Souffrant d'une modestie  
Quasiment malade,  
Je ne fais voir mes organes procréateurs  
À personne, excepté  
Mes femmes et mes docteurs.  
Dois-je, pour défrayer  
La chronique des scandales,  
Battre le tambour avec  
Mes parties génitales,  
Dois-je les arborer  
Plus ostensiblement,  
Comme un enfant de chœur  
Porte un saint sacrement ? »*

**Georges Brassens**

*Les Trompettes de la renommée*

Il est loin le temps où l'on pouvait encore opter pour la pudeur. Maintenant, il faudrait fuir dans une île déserte, une planète inconnue, ou plonger dans des fonds marins inexplorés pour chercher ne serait-ce qu'un peu de discrétion.

Le développement du dossier médical partagé (DMP, pour les intimes) va donner des sueurs froides aux personnes qui préfèrent vivre cachées pour être un tantinet heureuses... et en bonne santé. Avec le DMP, finis le secret médical et les confidences entre le médecin et son/sa patient-e, que seule la consultation autorisait, envolées les questions qu'on pose du bout des lèvres, avec un tremblement dans la voix, les verdicts prononcés les yeux dans les yeux, quand bien même ils valent des condamnations, interdites les maladies que l'on cache à son entourage, non pas qu'elles soient invouables, mais par tact, pour ne pas l'embarrasser. Assumer sa condition humaine et son inévitable finitude est déjà tellement difficile qu'on ne peut que souhaiter pouvoir l'assumer aussi bien que possible sans en rendre témoin la terre entière.

La loi du 13 août 2004 a créé ce qui s'appelait à l'époque le « dossier médical personnel ». Il s'agissait de favoriser la coordination, la qualité et la continuité des soins. Ce fut un échec. Il faut croire que beaucoup de patient-e-s considèrent le terme « personnel » comme une fausse promesse. Ce d'autant qu'à l'époque, les médecins étaient assez rétifs à partager les données médicales collectées durant les consultations, examens cliniques et autres opérations auxquelles ils soumettaient leurs va-nu-pieds de client-e-s. Cette connaissance acquise leur conférait sur eux/elles un pouvoir considérable susceptible de masquer leur propre ignorance de la médecine.

Les pouvoirs publics ne s'avouèrent pas vaincus. En 2010, Xavier Bertrand, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé entendit relancer le dossier. Il fit chou blanc. L'opération échoua.

En 2016, la loi de Modernisation de notre système de santé relance l'affaire, avec sa mesure 12, sous le nom « dossier

médical partagé ». Le nom dit littéralement que ce qui était « personnel » est désormais « partagé ». Son déploiement est confié à la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés. Ses intentions sont louables : améliorer le suivi des patient-e-s. *« La prise en charge d'un patient fait généralement intervenir plusieurs acteurs de santé à différents moments, dans différents lieux. La bonne prise en charge d'une personne malade nécessite de remplir deux conditions : que la personne soit en situation de prendre les meilleures décisions pour elle-même et que les professionnels de santé aient accès à l'information dont ils ont besoin pour lui apporter les meilleurs soins. »*

Le DMP contient toutes sortes de données qui permettent de cerner le profil sanitaire de son titulaire : recensement des pathologies et des allergies, des prescriptions médicamenteuses, des résultats des examens de biologie et de radiologie, les comptes rendus de consultation et d'hospitalisation, les directives anticipées pour la fin de vie, ainsi que l'historique pendant deux ans des remboursements de l'assurance maladie obligatoire. En 2020 ou 2022, s'ajoutera le carnet de vaccination. Désormais, inutile d'aller étaler sa vie intime sur les réseaux sociaux : donner accès à son dossier médical partagé permet d'aller beaucoup plus loin dans l'exhibition. Sans conteste, après la télémédecine, le DMP est conforme à l'époque du tout-montrer.

Pourtant, avant son lancement officiel, le 6 novembre dernier, il aura fallu pas mal d'années pour mettre au point le rêve de Doc Big Brother.

Depuis 2004, flairant de juteuses affaires, bon nombre d'officines se sont penchées sur le sujet, notamment sous l'angle de l'introduction et du développement du numérique dans le secteur médical.

Le Cercle des Décideurs Numérique Santé est un lobby bien comme il faut. Il a su s'entourer des intelligences nécessaires pour pousser au plus loin son influence. En octobre 2012, ses deux codirecteurs, Sandrine Degos et Jean-Jacques Denis – ce dernier a été député PS de Meurthe-et-Moselle de 1997 à 2002 – publient une tribune favorable au développement de l'e-santé. *« Le développement de l'e-Santé repose sur les infrastructures, les matériels et les logiciels, les réglementations, les budgets et les investissements qui lui sont consacrés... Mais aussi et surtout sur l'engagement et l'adhésion de l'ensemble des acteurs qui contribuent à l'écosystème de la santé : de l'ASIP Santé [Agence des systèmes d'information partagés, opérateur public chargé du déploiement de l'e-santé en France] aux patients en passant par les professionnels de santé, les directeurs des systèmes d'information, les industriels, les prestataires de services, les collectivités territoriales... »* Bigre, le propos est ambitieux. Quant aux objectifs : *« Il s'agit tout à la fois de contribuer à l'amélioration des soins tout en permettant un meilleur accès sur un territoire où le système de santé se déchire et, au-delà, de contribuer à la rénovation du système de santé... Parallèlement, les temps de crises que nous traversons nous contraignent à l'efficience par l'optimisation des soins et par l'encouragement à la création de valeurs économiques et*



industrielles. » En résumé et sans mauvaise foi aucune, il s'agit de construire un écosystème favorisant le business.

De 2012 à 2017, le Cercle va jouer de son influence toxique auprès des décideurs politiques, des industriels et des professionnels de santé, à travers des journées d'études, des colloques, des publications, une plateforme web avec accès restreint à des expertises et à des rapports, des dîners conviviaux, etc.

Il fallait au moins ça pour favoriser l'acceptabilité sociale du dossier médical partagé.

Pendant toutes ces années, les pouvoirs publics et la presse n'ont cessé de vanter les intérêts du numérique dans le secteur médical, la dématérialisation étant envisagée comme une véritable panacée pour la prise en charge des patient-es, la continuité des soins, l'organisation rationnelle des établissements sanitaires et l'information des praticiens.



Le 14 décembre dernier, l'AFP claironna que trois millions de DMP avaient été ouverts en un peu moins d'un mois. « Comme la carte Vitale ou le compte Ameli, le DMP a vocation à s'imposer dans les usages » des patients et des professionnels de santé, releva l'Assurance maladie, invitant « l'ensemble des acteurs » à se mobiliser pour « permettre à chacun de bénéficier d'un meilleur suivi médical ». L'information a été largement reprise par des médias qui, en général, ne se posent pas trop de questions sur le dispositif, tout en confondant ses possibilités et ses résultats potentiels : ce n'est pas parce que le DMP dit le tout d'une personne, par le regroupement de ses données de santé, que le diagnostic et/ou la thérapie seront adaptés. La médecine demeure un art subtil qui ne supporte pas la vénalité.

L'Assurance maladie diffuse une plaquette de présentation : « Le dossier médical partagé – La mémoire de votre santé. » On y apprend que « la création d'un DMP ne peut avoir lieu qu'avec votre consentement (ou celui de votre représentant légal). Cet accord ne nécessite pas de signature, il est dématérialisé et directement enregistré dans votre DMP. » La

simplicité des formalités d'entrée vise à ne pas freiner l'ardeur de l'impétrant-e. Le/la patient-e crée son DMP, les professionnels de santé l'alimentent, le/la patient-e peut consulter ses données de santé à tout moment et voir chaque action effectuée. L'accès se fait par mail ou par SMS ou via l'application DMP sur un mobile.

L'Assurance maladie est rassurante : « [Le DMP] est hautement sécurisé et vous en contrôlez l'accès. À part vous, seuls les professionnels de santé autorisés peuvent le consulter. [...] L'accès au DMP est protégé par la loi. La médecine du travail, les mutuelles et assurances, les banques mais aussi votre employeur, ne peuvent pas accéder à votre dossier médical partagé. Tout accès non autorisé constituerait un délit passible d'une peine d'emprisonnement et d'une amende. » Hum... J'ai découvert récemment que le numéro de client que m'a attribué la

banque où l'un de mes employeurs me verse généreusement un intéressement était mon numéro de Sécurité sociale. Il ne lui faudrait donc pas trop faire d'efforts pour qu'elle en sache plus sur mon compte et sur mes artères.

Comment qualifier cette prétention de l'Assurance maladie à protéger des données consultables sur un téléphone portable ou une tablette ? Faut-il être naïf à ce point pour croire à l'inviolabilité du DMP ? L'actualité nous livre tous les jours des cas de systèmes informatiques qui étaient infaillibles jusqu'à ce qu'ils ne le soient plus. La dernière en date est le piratage des « données personnelles » enregistrées par les voyageurs sur un site du ministère français des Affaires étrangères – annonce faite dans un communiqué, le 13 décembre, par le Quai d'Orsay. Depuis 2010, le service Ariane permet aux personnes prévoyant une mission ou un voyage à l'étranger de s'inscrire en ligne afin, notamment, de recevoir les informations relatives à la sécurité de leur déplacement... Le ministère (r)assure : « Le service Ariane reste en fonction. Ces incidents ne remettent pas en cause sa fiabilité et son utilité pour la sécurité des déplacements des Français à l'étranger. »

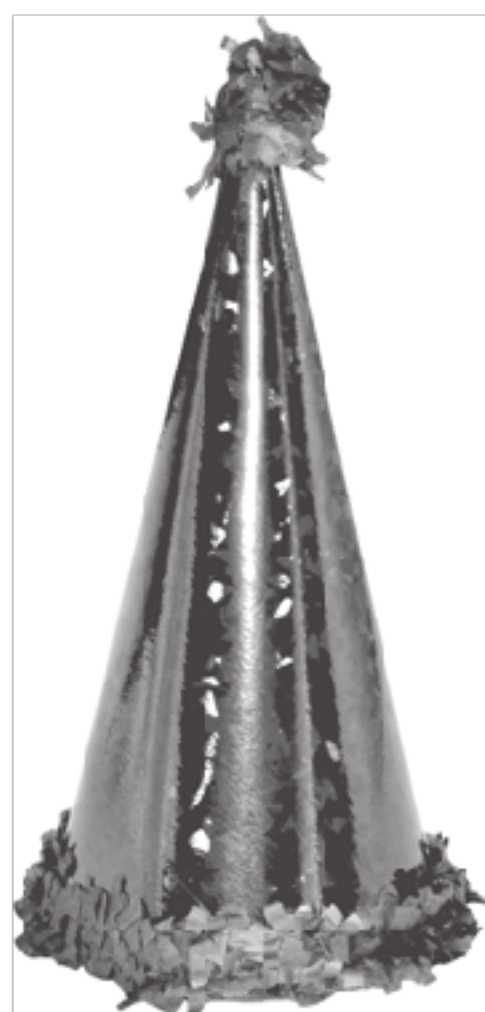
« Le dossier médical partagé est hautement sécurisé », écrit l'Assurance maladie, à tel point qu'il permet à n'importe quel professionnel de santé d'accéder au DMP de quelqu'un-e grâce à l'« accès en mode bris de glace ». « Il est hébergé par un hébergeur de données de santé, agréé par le ministère de la Santé. » Difficile d'être plus lénifiant.

Du côté des médecins, l'emballement n'est pas unanime. Ils peuvent raisonnablement imaginer qu'un jour ou l'autre le DMP servira encore mieux à cerner leurs pratiques, les évaluer et les comparer à celles de leurs confrères et consœurs. De plus, chaque DMP doit comporter un « volet de synthèse médicale » établi par le médecin traitant. La rédaction de cette synthèse pouvant prendre du temps, en particulier pour les traitements complexes, et tout travail méritant salaire, pas sûr que les médecins rempliront la case s'ils ne sont pas payés pour ça. C'est ainsi qu'à leur corps défendant ils pourraient nous immuniser contre le DMP.

Piéro







***Vous êtes invité.e.s  
au pot de départ  
de Macron  
le 31 décembre à 20 h 05.***

***Ça se passe dans le poste,  
à moins que  
nous ne soyons au poste...***

**Spectacle et zone de gratuité  
MJC des 3 Maisons  
(côté ancienne école)  
le 9 janvier 2019  
13 heures**

### Cercles de silence

**Nancy**  
**samedi 29/12 et samedi 26/01**  
**Place Stanislas à 15 h**

**Pont à Mousson**  
**samedi 12/01**  
**Place Duroc à 10 h 30**

**prochain numéro: Résister! #60**

[resister@nancy-luttes.net](mailto:resister@nancy-luttes.net)

**Comité de rédaction : 28/01/2019 - Date limite d'envoi des articles : 27/01/2019**

Points de dépôt :

- \* Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy
- \* Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

- \* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy
- \* Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy

## Le jeu de l'hiver

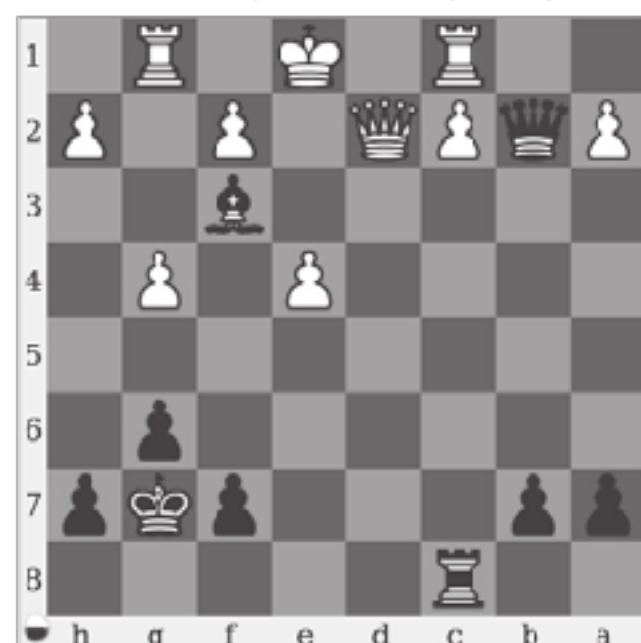
### Mauvaise surprise

Vaniteuse, la Dame noire s'est aventurée seule dans les lignes ennemies.

Comment les Blancs en profiteront-ils ?

Trait aux Blancs.

### Solution du numéro précédent



- 1... Rd8!!**
- 2. Qe3** ( 2. Qxd8 Qxc1+ 3. Qd1 Qxd1# . )  
2... Qxc2! 3. Kf1 ( 3. Qxf3 Qxc1+ 4. Ke2 Rd2+  
5. Ke3 Rd1+ 6. Ke2 Qd2# . )
- 3... Rd1+**
- 4. Rxd1** Qxd1+
- 5. Qe1** Qd3+
- 6. Qe2** Qxe2#

